

# Internet et les effets extraterritoriaux des lois



## Note conceptuelle de l'Internet Society

Septembre 2018

### **Comment éviter l'établissement de règles et la prise de décisions qui restreindraient Internet dans le monde entier**

Internet étant mondial, les réglementations et les décisions de justice qui l'affectent peuvent avoir des effets extraterritoriaux<sup>1</sup>. Cela soulève deux questions : à quel point les États sont-ils conscients d'éviter les impacts néfastes et inutiles à l'extérieur de leurs frontières et comment peuvent-ils minimiser ces effets négatifs ?

Internet est un réseau de réseaux constitué principalement de réseaux gérés par des opérateurs privés. Certains de ces réseaux traversent des frontières nationales et beaucoup d'organisations elles-mêmes traversent également des frontières (par exemple, les sociétés internationales). La valeur d'Internet vient de sa nature ouverte et globale. La mondialisation est une caractéristique d'Internet, pas un bug, et tous les systèmes juridiques devraient reconnaître cela, et non essayer de le « corriger ». Les décisions qui exercent une juridiction extraterritoriale doivent être prises de manière à permettre à Internet de devenir une technologie ouverte, sécurisée et digne de confiance pour tous.

Cette note conceptuelle expose les problèmes qui se posent lorsque les États exercent une compétence extraterritoriale, c'est-à-dire lorsqu'ils prennent des décisions politiques ou judiciaires ayant effet hors du territoire national, accidentellement ou intentionnellement. Nous proposons une approche permettant d'éviter ou de minimiser les décisions judiciaires ou réglementaires pouvant nuire à la portée mondiale et aux caractéristiques uniques de l'Internet. Mais, fondamentalement, les États ne devraient pas entraver la circulation des idées et des informations apportées par Internet, en particulier pour leurs propres citoyens.

#### Synthèse

- Le progrès social et économique que l'Internet apporte globalement repose sur ses propriétés fondamentales d'ouverture, d'innovation, d'innovation sans permission, d'interopérabilité, de collaboration et de concurrence (les « invariants d'Internet »)<sup>2</sup>. Si nous sapons ces propriétés, nous mettons en danger tous les avantages apportés par Internet.



- À l'heure actuelle, dans de nombreux États, les décideurs imposent des règles qui s'étendent sur Internet, entravent l'innovation, dissuadent les investissements dans leur propre pays et risquent de créer des nouvelles fractures numériques qui désavantageraient leurs propres citoyens.
- Les décideurs peuvent atténuer ces problèmes en encourageant les approches collaboratives décentralisées, y compris les processus d'élaboration de normes internationales, pour façonner les lois et les politiques relatives à Internet. De tels processus et structures peuvent générer de meilleurs résultats car ils ont une participation plus large et sont plus réactifs sur le plan politique et économiquement plus durables que certaines approches descendantes.<sup>3</sup>
- Ces principes fondamentaux aideront à guider les décideurs et à atténuer les préjugés extraterritoriaux non intentionnels :
  - **Analyser les avantages et les inconvénients**
  - **Collaborer avec d'autres intervenants.**
  - **Se concentrer sur l'activité/comportement, et non sur le milieu.**
  - **Être conscient des propriétés de l'Internet et de ce qu'elles représentent.**

## Contexte

De nombreuses lois nationales sont censées avoir un effet extraterritorial ; elles s'appliquent aux personnes ou aux entreprises situées en dehors des frontières de l'État qui a légiféré. Cette pratique est bien antérieure à Internet, mais ses effets sont exacerbés à la fois par la nature transfrontalière des réseaux et par la volonté de certains pays d'exercer une autorité sur Internet. Voici quelques exemples :

- Les lois américaines, y compris la loi Helms Burton de 1996<sup>4</sup> sur les pots-de-vin ou les sanctions à l'encontre de pays tiers, ont longtemps visé les entreprises non américaines.
- Les réglementations de l'UE en matière de protection des données, telles que le Règlement général sur la protection des données (RGPD), s'appliquent aux entreprises de pays tiers qui utilisent les données personnelles des citoyens européens.
- Les modifications apportées en 2011 à la loi pénale de la République populaire de Chine concernent désormais des personnes ou des sociétés, originaires ou non de Chine, susceptibles de se rendre coupables de corruption à l'encontre de l'État chinois ou de ses citoyens.

Les effets intentionnels extraterritoriaux des lois visent à garantir que les personnes ne deviennent pas les victimes de ceux qui enfreignent les lois en dehors de leur territoire. Alors que les gouvernements ont la responsabilité de protéger leurs citoyens de l'illégalité, la nature transfrontalière de l'Internet peut engendrer des conflits découlant d'activités légales dans un pays et illégales dans un autre. Au début des années 2000, alors que l'Internet devenait populaire et commercialisé, le cas Yahoo! a mis en évidence les défis de la réglementation de l'Internet. La société américaine de recherche et de référencement, Yahoo!, a été contrainte de cesser d'annoncer la vente de souvenirs nazis en France, et ses dirigeants ont fait face à des accusations criminelles<sup>5</sup>.

Cependant, de nombreuses lois et cadres internationaux liés à Internet ne sont réglementés que dans les cas absolument nécessaires pour promouvoir le commerce, ainsi que pour l'ouverture et l'innovation dans le développement des réseaux. Par exemple, l'idée de « simple conduit » - lorsque les opérateurs de réseau ne sont pas responsables du contenu du trafic -

figure dans de nombreuses lois, notamment la directive européenne sur le commerce électronique de 2000.<sup>6</sup> Les gouvernements ont eu une légère influence réglementaire au niveau national et coordonné aux niveaux régional et international pour permettre à Internet de prospérer.<sup>7</sup>

Aujourd'hui, les préoccupations des gouvernements et des citoyens concernant la vie privée, la cybersécurité, la fiscalité, la concurrence et l'intégrité électorale ont lancé une nouvelle vague d'effets extraterritoriaux, tant sur le plan de la réglementation que des décisions de justice. Voici quelques exemples :

- En 2014, un tribunal espagnol a créé un *droit à être oublié* dans les résultats du moteur de recherche de Google à l'échelle européenne.<sup>8</sup>
- En 2017, la Cour suprême du Canada a confirmé les décisions de Google visant à « désindexer » un site Web et a affirmé la compétence des tribunaux canadiens sur les intermédiaires Internet d'autres pays. Cependant, la Cour n'a donné aucune idée de la manière dont cela pourrait être appliqué, ce qui a créé de l'incertitude et de la confusion.<sup>9</sup>
- En 2017, un tribunal américain a ordonné le blocage de la ressource universitaire Sci-hub par un large éventail de fournisseurs de services Internet et de moteurs de recherche, en plus de la saisie de ses noms de domaine (une réaction plus typique à une violation présumée des droits de propriété intellectuelle).<sup>10</sup>
- Le Règlement général sur la protection des données (RGPD)<sup>11</sup> de l'Union européenne est explicitement conçu pour protéger les données à caractère personnel des utilisateurs européens, quelle que soit la juridiction dans laquelle elles sont traitées.
- Le CLOUD Act américain a coordonné les intérêts des forces de l'ordre et des entreprises de technologie américaines afin de garantir l'accès aux données à l'échelle internationale, mais a été critiqué pour avoir minimisé les intérêts d'autres parties prenantes.
- La Chine prend des mesures pour accroître la portée extraterritoriale de son régime de surveillance et de filtrage du contenu.<sup>12</sup>
- Le Royaume-Uni et certains pays du Moyen-Orient semblent s'éloigner de l'approche du « contenu illégal ou indésirable » par le « signalement et la suppression », pour devenir une obligation positive pour les plates-formes technologiques de contrôler le contenu existant, voire même d'empêcher son téléchargement.<sup>13</sup>

À cause d'Internet, la prise de décision aux effets extraterritoriaux s'intensifie et risque de saper ce qui a fait d'Internet une force aussi puissante et positive.

### Ce qui rend Internet si puissant : les « invariants d'Internet »

Internet possède des propriétés fondamentales qui en ont fait un catalyseur global du progrès social et économique. Nous appelons ces propriétés les *invariants d'Internet*<sup>14</sup> car, même si les applications sur Internet changent souvent, la source sous-jacente de la puissance de l'Internet ne varie pas. La somme de ces invariants fait d'Internet une plate-forme ouverte d'innovation et de créativité.

Soutenir les *invariants d'Internet* assurera le développement de la prochaine génération d'innovations et donnera à tous la chance de profiter de leurs avantages et récompenses :

**Portée mondiale et intégrité** : un Internet de bout en bout où les informations envoyées de n'importe quel point peuvent arriver à n'importe quel autre.

**Objectif général** : Internet n'est pas conçu pour des objectifs ou des modèles commerciaux spécifiques, mais pour un usage général. Il n'y a pas de limitation intégrée sur les applications ou les services qui l'utilisent.

**Innovation sans autorisation** : n'importe qui peut configurer un nouveau service sur Internet sans demander d'autorisation, à condition que celui-ci réponde aux normes techniques et aux meilleures pratiques en vigueur.<sup>15</sup>

**Accessibilité** : tout le monde peut utiliser Internet, non seulement pour consommer, mais aussi pour contribuer au contenu, mettre en place un serveur et connecter de nouveaux réseaux.

**Interopérabilité et accord mutuel** : grâce à des normes de technologie ouvertes et à des accords mutuels entre opérateurs de différentes parties de l'Internet.

**Collaboration** : les meilleures solutions aux nouveaux problèmes proviennent de la collaboration volontaire entre les parties prenantes.

**Blocs de construction réutilisables** : les technologies sont souvent déployées sur Internet dans un seul but, uniquement pour être réutilisées ultérieurement. Cette créativité et cette résolution de problèmes seraient impossibles avec des solutions fermées intégrées verticalement.

**Pas de favoris permanents** : le succès dépend de la pertinence et de l'utilité, et non d'un statut particulier. Il ne doit pas être « bloqué » par les gagnants d'aujourd'hui. L'ouverture et l'innovation sont au cœur de l'Internet.

Comment les effets extraterritoriaux de certaines règles et décisions de justice nationales pourraient-ils remettre en cause le principe des invariants d'Internet ?

### Pourquoi la juridiction extraterritoriale peut-elle être un problème ?

Les lois nationales et les décisions judiciaires exerçant une compétence extraterritoriale peuvent avoir des conséquences négatives et souvent inattendues. Par analogie, appelons-les « symptômes Internet extra-territoriaux » :

- **Imprévisibilité** - L'imprévisibilité de la manière dont les lois nationales pourraient s'appliquer et être respectées peut étouffer l'innovation car elle crée un risque et une incertitude accrus pour les nouveaux produits et services.
- **Incohérence** - Lorsque différentes organisations tentent d'appliquer des décisions et des règles, la manière dont les règles sont mises en œuvre peut varier. Avec une prolifération de règles et de complexité, seules les plus grandes organisations peuvent être en mesure de s'y conformer.
- **Accapement du pouvoir** - Certains États tentent de s'emparer du pouvoir sur Internet et d'autres pays, en le considérant comme une menace pour leur autorité. Cela peut intensifier le conflit de lois alors que chaque pays ou tribunal court à la victoire, et peut même créer un sentiment plus général d'incertitude et de ressentiment d'ingérence provenant de l'étranger. La confusion qui en résulte pour les utilisateurs pourrait réduire leur confiance dans Internet.
- **Action non coordonnée** - Des mesures de réglementation unilatérales au niveau national déplacent et sapent les méthodes collaboratives d'examen des problèmes et entravent l'élaboration de normes internationales. Tout en augmentant les frictions

entre les réseaux et les États-nations, elles produisent des résultats limités aux sensibilités sociales et économiques d'une juridiction ou même d'un seul groupe de parties prenantes.

- **Fragmentation** – Les applications exécutées sur Internet commencent à se comporter différemment selon les pays<sup>16</sup>, ou alors le contenu est indisponible. Il en résulte une fragmentation croissante de l'Internet, de créer nouvelles fractures numériques et en concentrant les avantages de l'innovation dans certains pays, les produits et services étrangers étant empêchés ou dissuadés d'entrer sur leur marché.

### Externalités négatives de la juridiction extraterritoriale

Une externalité négative survient lorsque certaines personnes ou organisations profitent des *avantages* de faire quelque chose, alors que les *coûts* sont en grande partie supportés par d'autres. Un exemple classique est la pollution atmosphérique créée dans un pays qui empoisonne les rivières et les forêts d'un autre. L'extra-territorialité juridictionnelle peut créer des externalités négatives sur les réseaux - en fragilisant les invariants d'Internet - et plus largement sur la gouvernance et la participation à l'économie numérique.

#### A. Externalités sur les invariants d'Internet

Invariants d'Internet	Externalités des juridictions extraterritoriales
<p><b>Portée mondiale et intégrité</b> : un Internet de bout en bout, où les informations envoyées de n'importe quel point peuvent être transmises à n'importe quel autre réseau du monde.</p> <p><b>Accessibilité</b> : tout le monde peut utiliser Internet, non seulement pour consommer, mais aussi pour contribuer au contenu, mettre en place un serveur et connecter de nouveaux réseaux.</p>	<p><b>Fragmentation d'Internet</b> : nie et conteste la portée mondiale et l'intégrité d'Internet ; crée des nouvelles fractures numériques où l'accès aux outils d'information et de communication est inégal.</p>
<p><b>Objectif général</b> : Internet n'est pas conçu pour des objectifs ou des modèles commerciaux spécifiques, mais pour un usage général.</p> <p><b>Blocs de construction réutilisables</b> : les technologies peuvent être déployées dans un seul but, mais utilisées ultérieurement ou par d'autres pour créer quelque chose de nouveau.</p> <p><b>Pas de favoris permanents</b> : le succès dépend de la pertinence et de l'utilité, et non d'un statut particulier. Il ne doit pas être « bloqué » par les gagnants d'aujourd'hui.</p> <p><b>Innovation sans autorisation</b> : n'importe qui peut configurer un nouveau service sur</p>	<p><b>Incohérence</b> - Différentes parties prenantes tentent de mettre en œuvre des décisions et des règles complexes qui ne sont souvent pas facilement applicables. Avec une prolifération de règles et une complexité accrue, les plus grandes organisations peuvent plus facilement s'y conformer, ce qui crée des problèmes de concurrence pour les petites entreprises et même une <b>nouvelle fracture numérique</b> entre les grandes entreprises et les entreprises bien établies, ainsi que les petites entreprises potentiellement plus innovantes.</p> <p>Les solutions verticalement intégrées fondées sur le contexte juridique et culturel des principaux acteurs et pays sont privilégiées au lieu de technologies ouvertes et réutilisables pouvant être réutilisées par de nouveaux acteurs.</p>

<p>Internet sans demander d'autorisation, à condition que celui-ci réponde aux normes techniques et aux meilleures pratiques en vigueur.</p>	<p>Au lieu d'être distribués dans le monde entier, les avantages d'Internet se concentrent de plus en plus dans les pays ayant le plus d'influence internationale et les entreprises disposant des ressources nécessaires pour se conformer, transformant certaines entreprises en <i>favoris permanents</i>.</p>
<p><b>Interopérabilité et accord mutuel</b> : par le biais de normes de technologie ouverte et d'accords mutuels entre opérateurs de différentes parties de l'Internet.</p> <p><b>Collaboration</b> : les meilleures solutions aux nouveaux problèmes proviennent de la collaboration volontaire entre les parties prenantes.</p>	<p><b>Accaparement du pouvoir</b> - Les États tentent de s'emparer du pouvoir ou de le réaffirmer sur la scène internationale, chacun se battant pour imposer des intérêts unilatéraux de manière descendante et fermée. Cela intensifie à la fois les conflits de compétence et les frictions entre réseaux.</p> <p><b>Action non coordonnée</b> - Les actions unilatérales descendantes supplantent et sapent les méthodes de collaboration pour examiner les problèmes. Elles peuvent avoir une incidence négative sur le développement du réseau. Internet étant un réseau de réseaux, si des modifications sont imposées à différents réseaux, ces réseaux risquent de ne plus fonctionner ensemble. Cela sépare les parties prenantes au lieu de les réunir, créant un monde de « jeu à somme nulle » dans lequel chacun est perdant.</p>

## B. Externalités plus générales

Celles-ci concernent un ensemble d'externalités politiques et économiques qui affectent à la fois la gouvernance et la participation des personnes à l'économie numérique :

- **Fragmentation** : en plus de créer un Internet fragmenté, une juridiction extraterritoriale entraîne une fragmentation<sup>17</sup> à la fois gouvernementale et commerciale, ce qui conduit à des offres restreintes et réduites dans plusieurs pays.
- **Perturbation du modèle commercial** alors que les entreprises tentent de faire face au fardeau de la conformité que représentent des lois éventuellement contradictoires. Cela crée une incertitude supplémentaire pour les entreprises opérant au niveau mondial et affaiblit le cadre du commerce et des investissements internationaux. Cela peut également poser des problèmes de consolidation et de concurrence si seules les sociétés les plus importantes et les plus rentables sont en mesure de faire face à la complexité juridique et au risque commercial de la conformité.
- La création de nouvelles fractures numériques. À mesure que la technologie progresse dans certaines parties du monde, de nombreux pays considèrent la réglementation comme un moyen de « rattraper » ces progrès. Une telle réglementation risque d'avoir une portée limitée et de refléter des sensibilités culturelles, économiques et sociales incompatibles avec celles d'autres pays. Cela limite la gamme d'informations et de services disponibles, créant de nouvelles fractures numériques pour les utilisateurs de différents pays.
- **Tensions internationales** et ressentiments générés par les États qui imposent leur volonté dans d'autres pays. Lorsqu'un acteur d'État utilise de manière agressive le droit national pour affirmer son hégémonie au niveau mondial, on peut s'attendre à ce que les autres réagissent en conséquence<sup>18</sup>. De plus, l'extraterritorialité compromet la

collaboration internationale en détournant l'attention et les ressources du développement de cadres de collaboration et de normes internationales. L'extraterritorialité crée une mosaïque de règles incohérentes dans la mesure où différentes institutions de différents pays abordent les problèmes internationaux au moyen de lois et de procédures différentes.

## Principes régissant les décisions et la réglementation liées à Internet

Nous n'en sommes qu'au début de la conversation sur la réglementation. Certains régulateurs et juges traitent peut-être ces sujets pour la première fois. Ces principes préliminaires sont destinés à aider les décideurs à atteindre leurs objectifs tout en veillant à ce que l'Internet continue de favoriser l'autonomisation sociale et la croissance économique, tant dans le pays même qu'à l'étranger :

### 1. Peser les risques et les avantages.

- Les décisions les plus limitées et les plus ciblées entraîneront le moins de conséquences négatives imprévues. La décision *doit-elle* avoir un effet extraterritorial pour que cela fonctionne ?
- Examiner activement le rôle et l'impact des décisions sur d'autres parties prenantes, y compris dans d'autres pays.

### 2. Vérifier ce qui a été fait auparavant.

- Il est probable que d'autres gouvernements ou tribunaux se soient penchés sur les mêmes questions difficiles. Des ressources pour vérifier la manière dont d'autres problèmes ont été abordés peuvent être fournies par des organisations internationales ou régionales<sup>19</sup>, notamment les meilleures pratiques réglementaires, les normes et même les cadres juridiques proposés.

### 3. Être conscient des propriétés de l'Internet.

- Les propriétés uniques de l'Internet - les « invariants d'Internet » - peuvent constituer un point de repère supplémentaire pour déterminer l'efficacité de la réglementation. Nous encourageons les décideurs à les ajouter en tant qu'évaluateurs pour une prise de décision éclairée.

### 4. Se concentrer sur l'activité/comportement, et non sur le milieu.

- Concevoir des lois, des règles et des décisions pour traiter l'activité ou le comportement indésirable ou illégal lui-même, plutôt que le milieu dans lequel il se produit. Par exemple, une fraude qui se produit en ligne - p. ex. hameçonnage - est-elle substantiellement différente de la fraude hors ligne ? Si Internet ajoute de nouvelles dimensions ou peut modifier l'ampleur ou la portée d'une activité, il n'est pas toujours nécessaire de définir des règles pour l'Internet lui-même.

### 5. Rechercher des collaborations avec d'autres parties prenantes

- Rechercher activement des occasions de résoudre les problèmes avec toutes les parties prenantes concernées, y compris aux niveaux régional et international, où la coopération et la collaboration sur les normes peuvent être très efficaces.

### 6. Appliquer le principe de proportionnalité

- La mesure réglementaire est-elle allée au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre un objectif légitime ? Ses avantages revendiqués dépassent-ils les coûts ?



Il reste beaucoup de travail à faire pour que l'approche traditionnelle de la réglementation par les États-nations et l'Internet mondial puissent continuer d'évoluer. Ces principes sont un point de départ. Il est nécessaire de reconnaître et de résoudre certaines des différences identifiées dans les systèmes juridiques du monde entier et de faire en sorte qu'Internet reste une source d'opportunités et une force pour le bien.

1 Nous reconnaissons que l'extra-territorialité implique différentes couches d'interprétation et d'application. Toutefois, aux fins de la présente note conceptuelle, il sera fait référence à la capacité juridique d'un acteur étatique d'exercer une autorité au-delà de ses frontières. Cela n'inclut pas les conditions de service imposées par des entreprises privées à des utilisateurs individuels du monde entier.

2 Les « invariants d'Internet » font référence aux propriétés fondamentales qui rendent Internet unique. Ils sont inhérents à la conception initiale d'Internet et, s'ils étaient modifiés ou considérablement affaiblis, compromettraient la nature ouverte et générative de l'Internet.

<https://www.internetsociety.org/internet-invariants-what-really-matters/>

3 <https://www.internetsociety.org/resources/doc/2016/internet-governance-why-the-multistakeholder-approach-works/>

4 [https://en.wikipedia.org/wiki/Helms%E2%80%93Burton\\_Act](https://en.wikipedia.org/wiki/Helms%E2%80%93Burton_Act)

5 Yahoo!, Inc. v. La Ligue Contre le Racisme et L'Antisémitisme, 169 F. Supp. 2d 1181, 1186 (N.D. Cal. 2001)

6 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?uri=CELEX%3A32000L0031>

7 L'article 512 de la loi américaine Digital Millennium Copyright Act (DMCA) contient un principe similaire.

8 Google Spain SL, Google Inc. v Agencia Española de Protección de Datos, Mario Costeja González (2014)

9 <https://www.osler.com/en/resources/regulations/2017/supreme-court-of-canada-upholds-global-search-engi>

10 <https://torrentfreak.com/sci-hub-loses-domain-names-but-remains-resilient-171122/>

11 [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L\\_.2016.119.01.0001.01.ENG](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2016.119.01.0001.01.ENG)

12 <https://citizenlab.ca/2016/11/wechat-china-censorship-one-app-two-systems/>

13 <https://arstechnica.com/tech-policy/2016/05/uk-ip-enforcement-2020-notice-trackdown-teach-kids/>

14 <https://www.internetsociety.org/internet-invariants-what-really-matters/>

15 Le meilleur exemple d'innovation sans autorisation est le World Wide Web, créé par Sir Tim Berners-Lee en Suisse, qui a rendu sa technologie accessible à tous.

16 <https://gizmodo.com/dozens-of-american-news-sites-blocked-in-europe-as-gdpr-1826319542>

17 Fragmentation d'Internet : Un aperçu, Forum économique mondial,

[http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_FII\\_Internet\\_Fragmentation\\_An\\_Overview\\_2016.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_FII_Internet_Fragmentation_An_Overview_2016.pdf)

18 Il y a un précédent : Kenneth W. Dam, *Extraterritoriality in an Age of Globalization: The Hartford Fire Case*, 1993 SUP. CT. REV. 289, 324; voir aussi Thabo Mbeki, président de l'Afrique du Sud, déclaration devant le Parlement et la nation lors du dépôt du rapport de la Commission de vérité et de réconciliation (15 avril 2003), <http://www.anc.org.za/ancdocs/history/mbeki/2003/tm0415.html> (« Nous considérons qu'il est totalement inacceptable que des questions cruciales pour l'avenir de notre pays soient jugées par des tribunaux étrangers qui ne portent aucune responsabilité pour le bien-être de notre pays. »)

## ANNEXE

Clause de non-responsabilité : vous trouverez ci-dessous une liste non exhaustive de lois nationales consacrées au traitement des problèmes d'Internet ayant un effet extraterritorial. La liste exclut



intentionnellement certains aspects de la législation, p. ex. les lois fiscales, où, dans la plupart des cas, l'extraterritorialité est enracinée dans sa conception d'origine.

Africa				
Country	Statue Name	Year of Adoption	Category	Description of Extraterritorial Effect
Kenya	Computer and Cybercrimes Bill	2018	Cybersecurity, Freedom of Expression	This bill introduces 17 offences intended to prevent and control cybercrime, including imposing penalties on individuals circulating “false, misleading or fictitious data,” whom share pornographic content, or whom engage in cyber terrorism. <u>Extraterritorial effect:</u> the bill has a broad scope and Section 42 (2) makes it clear that this law applies outside of Kenya if an offence is committed by a Kenyan citizen or someone ordinarily resident in Kenya.
South Africa	Cybercrime and Cybersecurity Bill	2017	Cybersecurity	This legislation criminalises cyber-facilitated offences of fraud, forgery, and extortion. <u>Extraterritorial effect:</u> South Africa’s jurisdiction will be expanded to “all offenses which can be committed in cyberspace ... to deal with cybercrime which originates from outside our borders” ( <i>extraterritoriality by design</i> ).
	Electronic Communications and Transactions Act	2002	E-Services, Security	This law seeks to enable and facilitate electronic communications and transactions. It also introduced requirements for government agencies to roll out e-services, and criminalises certain cybercrimes like hacking, phishing, and intercepting or interfering with data. <u>Extraterritorial effect:</u> Section 90 of the law states that a court in South Africa has jurisdiction where “the offence has had an effect in the Republic [of South Africa].”
Tanzania	Electronic and Postal Communications (Online Content) Regulations	2018	Media Regulation, National Security	This law introduces a requirement for all blogs that contain information about the Tanzanian government to hold a license to do so. Permits can subsequently be revoked if a website publishes content that “causes annoyance, threatens harm or evil, encourages or incites crimes” or jeopardizes “national security or public health and safety.” Bloggers must also remove “prohibited content” within 12 hours or face fines of not less than five million Tanzanian shillings or a year in prison.

				<u>Extraterritorial effect</u> : any blog posting information about Tanzania, regardless of where it is hosted in the world or the nationality of the author or publisher, is prior to publication required to obtain a license from the Tanzanian government.
Uganda	Over the Top Services Tax	2018	Internet Freedom	Uganda has imposed a levy of 200 Ugandan shillings per day on citizens who use social media platforms like Facebook, Skype, Twitter, and WhatsApp. <u>Extraterritorial effect</u> : the law applies to all Ugandan citizens, everywhere in the world (at present it is only being implemented on a national level, with the country's major telecom companies developing special mobile money menus through which users can pay the tax.) Note: this law is still alive as of the date of publication: <a href="http://www.theeastafrican.co.ke/business/Ugandans-raise-volume-on-social-media-tax-protests/2560-4680280-i4ipp0/index.html">http://www.theeastafrican.co.ke/business/Ugandans-raise-volume-on-social-media-tax-protests/2560-4680280-i4ipp0/index.html</a>
Zambia	Cybersecurity & Cybercrimes Bill	2018	Cybersecurity	The bill was adopted to "promote an increased cybersecurity posture, facilitate intelligence gathering, investigation, prosecution and judicial processes in respect of preventing and addressing cybercrimes, cyber terrorism and cyber warfare." <u>Extraterritorial effect</u> : Part XI of the law is extraterritorial, noting that it applies to "any person, irrespective of the nationality or citizenship of the person" who engages in a cybercrime, "directed against equipment, software, or data located in Zambia regardless of the location of the person."
<b>Asia-Pacific</b>				
Country	Statue Name	Year of Adoption	Category	Description of Extraterritorial Effect
Australia	Interactive Gambling Amendment Bill	2017	Gambling	This law requires any website which provides or advertises online gambling services, regardless of whether or not the vendor has assets in Australia, to obtain a license from a designated agency if it makes its services available to Australian users. <u>Extraterritorial effect</u> : the law states "this Act extends to acts, omissions, matters and things outside Australia" for the purposes of applying civil non-compliance provisions.

	Privacy Enhancement (Enhancing Privacy Protection) Act	2014	Data Protection	<p>This law introduces a set of privacy principles that are intended to see personal data be handled and stored in a more secure manner throughout its lifecycle.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> an organization “carrying on business” in Australia must comply with this law even if domiciled in a foreign jurisdiction. This will necessarily include foreign organizations with an online presence, even if that entity has no physical presence in Australia, if it has customers located in Australia.</p>
	Spam Act	2013	Advertising	<p>This law regulates the distribution of unsolicited electronic communications.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> Section 14 of the Act applies where an Australian computer network has received a spam message.</p>
	Therapeutic Goods Advertising Code	2018	Advertising	<p>This regulation introduces new required warning statements that must be displayed or communicated to consumers before medicines can be sold, and clarifies that no advertisement may target a person under 12 years of age.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> Section 6 states that the law applies “in Australia and a place outside Australia,” if it involves “the promotion of therapeutic goods online” by either an Australian business targeting consumers abroad, or a foreign business targeting Australian consumers.</p>
China	Anti-Terrorism Law	2015	National Security	<p>This law requires both Chinese and foreign technology companies to create ‘cyber police stations’ which provide Chinese law enforcement with surveillance access to any and all data concerning Chinese users. ISPs and platforms are also obliged to block terrorism-related content if asked to do so by designated law enforcement.</p> <p>Extraterritorial effect: the law applies to any data concerning a Chinese national, regardless of where in the world he or she may live.</p>
	Cybersecurity Law	2017	National Security	<p>This law applies to all enterprises that employ networks or information systems in their operations and sets forth significant cybersecurity obligations. It also introduces penalties for individuals and entities who commit cybercrimes.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> Article 75 makes it an offense for anyone “outside of China” to cause damage to</p>

				the critical information infrastructure of China. In the case of a breach of this provision, the law empowers Chinese authorities to freeze the property of or take “any other necessary sanction” against the offender.
India	Information Technology Act	2000	Cybersecurity	This law criminalises the failure to assist law enforcement in decrypting information; gaining unauthorised access into a private computer system; publishing obscene information; disseminating child pornography; and other cybercrimes. <u>Extraterritorial effect:</u> the law “confers extraterritorial jurisdiction on Indian courts and empowers them to take cognisance of offences committed outside India even by foreign nationals provided that such offence involves a computer, computer system, or computer network located in India.”
	Copyright Act	2012	Intellectual Property	This statute provides moral rights, neighbouring rights, and transferrable economic rights to the creators of literary, dramatic, musical, and artistic works and the producers of films and sound recordings. <u>Extraterritorial effect:</u> this law states that Indian courts have jurisdiction to adjudicate upon disputes arising within the territories of India. As a result, a website based outside of India that facilitates the infringement of copyright by providing infringing copies of a work to users in India will confer jurisdiction on the courts in India to adjudicate the matter.
Indonesia	Law on Information and Electronic Transactions	2016	Cybersecurity, Freedom of Expression, Data Protection	Article 26 of the law introduces a right to be de-indexed, Article 40 enhances the government’s ability to block or filter content to prevent the dissemination of illicit content, and other provisions seek to increase the privacy rights of Indonesians. <u>Extraterritorial effect:</u> the law imposes data processing obligations on any entity which handles the data of Indonesian citizens, including foreign owned and foreign operated platforms and services, though how enforceable this law is remains questionable.
	Regulation on Personal Data	2016	Data Protection	This regulation introduces new rules on when personal information can be collected and

	Protection in Information Systems			<p>processed, and administrative sanctions for the misuse of personal data.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the regulation has a broad scope and applies to individuals and entities domiciled in Indonesia or overseas which are conducting actions that have a legal effect in Indonesia and/or which harm the interests of Indonesia.</p>
Japan	Amended Act on the Protection of Personal Information	2017	Data Protection	<p>This decade-old privacy law was amended to adapt to various changes in the information technology landscape.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> Article 75 of the law states that it is applicable to entities that are domiciled outside of Japan which obtain and/or process the personal information of Japanese residents. This extraterritorial effect was intentional, and while largely intended to reign in financial institutions, the language applies to all data controllers.</p>
Malaysia	Anti-Fake News Act	2018	Freedom of Expression	<p>The Act covers “news, information, data and reports which is or are wholly or partly false” and applies only to digital publications and social media platforms.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the law applies to offenders outside of Malaysia, including foreigners, if Malaysia or a Malaysian citizen are affected.</p>
	Sedition Bill	2015	Freedom of Expression	<p>This existing law was amended in order to empower the Sessions Court of Malaysia to order the removal of “seditious publications” from the global Internet.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> a separate piece of legislation, the Extra-Territorial Offences Act, creates a schedule of Malaysian laws that may be enforced “beyond the limits of Malaysia.” There are currently two items in its schedule; the Official Secrets Act, and the Sedition Bill.</p>
New Zealand	Harmful Digital Communications Act	2015	Freedom of Expression	<p>This law provides for fines, and potentially imprisonment, for people who post “harmful” speech online.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the law creates criminal offences which are subject to the Crimes Act 1961. Section 7 of the Crimes Act provides for circumstances where prosecutions may happen extraterritorially. Where an offence is committed by someone who is either a New Zealand citizen or ordinarily resident in New Zealand, and they have</p>

				targeted their harmful speech at a New Zealand citizen or resident, even if the act was committed outside of New Zealand, then there is the provision for extraterritorial enforcement.
Pakistan	Prevention of Electronic Crimes Bill	2016	Cybersecurity	This legislation is intended to combat terrorism, harassment, the sharing of child pornography, spamming, encryption, and other perceived forms of cybercrime. The law also grants Pakistani law enforcement agencies broad powers to access personal data and to remove content from social media platforms without judicial oversight. <u>Extraterritorial effect:</u> the bill specifically notes that it applies to all Pakistani citizens outside of the country's territory.
Philippines	Republic Act No. 10175 "Cybercrime Prevention Act"	2012	Cybersecurity	This law has a number of provisions regarding libel and improper online behaviour. <u>Extraterritorial effect:</u> the law assumes jurisdiction "over any violation of the provisions of this Act including any violation committed by a Filipino national regardless of the place of commission."
	Republic Act No. 10173 "Data Privacy Act"	2016	Data Protection	This law, passed in 2012 but only coming into effect in 2016, protects Filipinos from the unauthorized processing of their personal and/or identifiable information. <u>Extraterritorial effect:</u> Chapter 1, Section 6 of the law says it has extraterritorial application if a data controller enters into a contract in the Philippines. As an example, a foreign owned and operated website which allowed the registration of a data subject resident in the Philippines would be entering into a contract with them.
Singapore	Computer Misuse and Cybersecurity Act	2017	Cybersecurity, National Security, Data Protection	This law seeks to put an end to cybercrimes that cause, or could cause, "serious harm" to Singaporean computer networks. <u>Extraterritorial effect:</u> Section 11 of the law states, "the provisions of this Act shall have effect, in relation to any person, whatever his nationality or citizenship, outside as well as within Singapore."
	Personal Data Protection Act	2012	Data Protection	This law sets forward a minimum set of protections and obligations that data controllers must provide Singaporean data subjects. <u>Extraterritorial effect:</u> the law casts a wide net and applies to any entity which holds or the processes

				the personal data of any living or deceased individual who is ordinarily resident in Singapore.
South Korea	Personal Information Protection Act	2011	Data Protection	<p>This law regulates all sectors that collect and/or process personal information, with the exception of public institutions collecting information under the Statistics Act.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the law's reach is not limited to local data processors and, accordingly, extraterritorial application is possible with respect to matters that affect South Korean data subjects.</p>
Taiwan	Personal Information Protection Act	2012	Data Protection	<p>This law brings to Taiwan a number of core data collection and processing principles that were contained within the European Union's 1995 data protection directive. It applies to both the public and private sectors and mandates data minimalization, fair and lawful processing, the deletion of unnecessary data, and special protections for sensitive data. Contraventions of the Act, where damage is caused to another person, can be punished by imprisonment up to two years or substantial fines.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> Article 51 of the law is explicitly extraterritorial, stating it "applies to [the] collection, processing, or use outside of the territory of the Republic of China by a public agency or non-public agency of personal data of nationals of the Republic of China."</p>
Thailand	Computer-Related Crime Act	2016	Cybersecurity	<p>This Act states that any person "who enter[s] into a computer system, publicise[s] or share[s] false information that "could" cause damage to [Thailand's] national security, public safety, economic security, public services and infrastructure or provoke public panic will be subject to five years' imprisonment."</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the Act applies to anyone who is engaging in such activities aimed at Thailand, a Thai citizen, or a Thai resident.</p>
Turkey	Law on the Establishment of Radio and Television Enterprises and Their	2018	Freedom of Expression	<p>Turkey amended its existing radio and television legislation to empower the Radio and Television Supreme Council to monitor the Internet for radio, television, and on-demand broadcast content that has been uploaded by Turkish publishers. It does not apply to content uploaded by individuals on to social media. The law requires Turkish publishers to</p>



	Media Services			<p>obtain a license from the Council, and empowers the Council to block access to content uploaded by 'illegal' publishers.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the law applies to foreign media service providers and platform operators who are targeting audiences in Turkey, regardless of whether they provide their service and broadcasts in the Turkish language or have a local office.<sup>18</sup></p>
Vietnam	Cybersecurity Law	2018	Data Localisation, Data Protection, Freedom of Expression	<p>This law imposes requirements on the processing of personal data that is captured in Vietnam. The law applies to all entities which offer services in Vietnam.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the language of this law is broad and captures almost all varieties of online business activities. The scope is that it applies to any entity which, "provide[s] services on the telecommunication network, internet, and other value-added services on the internet in Vietnam."<sup>18</sup> If a foreign bank's website was accessed by a foreign national on vacation in Vietnam, for example, it would be captured by the language of this law, even if that seems highly unlikely to have been the law's intent, based upon public statements by Vietnamese lawmakers.</p>
<b>Europe</b>				
Country	Statute Name	Year of Adoption	Category	Description of Extraterritorial Effect
European Union	Consumer Protection Regulation	2017	Freedom of Expression	<p>This regulation gives consumer protection agencies within the European Union the authority to order ISPs, web hosts, and domain registries to block or delete websites without judicial oversight.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> websites that can be blocked or deleted are not limited to European ones, so it is in theory possible that a website not hosted in the EU could be permanently deleted at the request of a consumer protection agency.</p>
	Directive on Attacks Against Information Systems	2013	Cybersecurity	<p>This directive criminalises "attacks on information systems" and introduces new criminal offences for obtaining illegal access to an information system and/or interfering with its systems and/or data.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> this directive says that a criminal act occurs where an offence against an information system occurs on its territory,</p>

				irrespective of whether the offender is physically present or not in its territory or a national of the member state. However, where the offender is a national of the impacted member state, and committed the offence outside of the member state's territory, the directive has "extraterritorial jurisdiction based on the restrictive active nationality principle."
	General Data Protection Regulation	2014	Privacy	<p>With a few exceptions, any organisation – no matter where in the world it is – that processes the personal data of persons ordinarily resident in the European Union will fall under the scope of the GDPR.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the territorial scope of the GDPR is broad and explicit that it is intended to apply to data controllers outside of the EU.</p>
	Privacy and Electronic Communications Directive	2002	Cybersecurity	<p>This directive was intended to focus on the security of electronic communications and to eliminate spam, but has come to be known as the 'cookie law' for mandating that websites disclose if they place a cookie on a European user's hard drive.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the directive is tied to the EU's Data Protection Directive 1995 (subsequently superseded by the GDPR) in that it requires that the personal data of EU residents can only be transferred to non-EU countries if that country has an adequate level of personal data protection. As a result, the directive extends to apply to organizations located outside of the EU that process electronic communications data in connection with providing electronic communication services to EU end-users.</p>
	Payment Services Directive 2	2015	Financial Services	<p>This directive regulates payment services and payment service providers throughout the European Union and the European Economic Area. The directive's purpose is to increase pan-European competition and participation in the payments industry, and to harmonise consumer protection rights and obligations across the member states.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> The original directive, adopted in 2007, had a limited scope, but it was amended in 2015 to have a broader, extraterritorial scope to cover "one leg transactions." This makes it explicit that a payment service provider outside of the</p>

				European Economic Area, but whom is processing a payment for an EU consumer at a non-EU website, must comply with the directive's requirements.
Finland	Information Society Code	2015	Privacy, Cybersecurity, Ecommerce	<p>This regulation consolidated 10 existing laws regulating ecommerce, privacy, data security, the communications sector, and the information society into one.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> The territorial scope of the regulation was broadened to adopt the same language as was in the GDPR at the time it was being drafted in 2014. This regulation is therefore intended to apply to entities which are established outside of the EU but which maintain or use devices for the transmission of communications in Finland or which provide services online, provided that the user of such services is in Finland. (Whether the extraterritorial nature of this provision can be enforced remains to be seen.)</p>
Germany	Copyright and Related Rights Act	2017	Intellectual Property	<p>This statute grants moral and exploitation rights to the producers of eligible digital and non-digital works of literature, art, and science.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the statute is applicable to foreign-owned or foreign-operated websites that infringe copyright, provided that the website's content is available in Germany and "intentionally addressed" to German users. A common indication for the intention to address German users is the language of content being in German. Such an interpretation has been upheld by the German Supreme Court.</p>
	Network Enforcement Act (NetzDG)	2017	Freedom of Expression	<p>Netzwerkdurchsetzungsgesetz (Network Enforcement Act) requires online platforms with more than two million users to remove "obviously illegal" posts within 24 hours or risk fines of up to €50 million.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the law applies to any platform, regardless of whether it would ordinarily fall within German jurisdiction, where hate speech may be uploaded or viewed by a German citizen or resident. Implementation has been challenging.</p>
Russia	Code of Administrative Offenses	2018	Freedom of Expression	<p>This amendment to an existing bill introduces fines for search engines that link to websites that are unlawful within Russia. The law requires that search engines cross-check their results against a central</p>

				<p>database of banned domain names, and not include in their Russian language search results any content that would link to a domain name on this list.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> The law is extraterritorial in that it applies to any search engine that can be accessed within Russia, regardless of whether the search engine targets Russian users or has a local presence inside of the Russian Federation.</p>
	Law on Information, Information Technologies, and Information Protection	2017	Freedom of Expression	<p>This law requires Russian users of online messaging apps, including WhatsApp and Telegram, to be registered to a local cellphone number.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the law applies to non-Russian users who are not resident in Russia if they use a platform or app that is Russian owned, like VKontakte.</p>
Serbia	Personal Data Protection Act	2008	Data Protection	<p>This law sets out a basic framework for the protection of personal information.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> this law has a broad jurisdictional scope that applies to all users and processors of personal information who collect or process personal information in the territory of the Republic of Serbia, regardless of where they are domiciled.</p>
Switzerland	Federal Data Protection Act	1992	Data Protection	<p>This law governs the processing of personal information by private parties and federal bodies. The processing of personal information by cantonal authorities is subject to separate state legislation.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> enforcement of this law is possible against an entity domiciled outside of Switzerland where “the result of the violation of privacy occurs in Switzerland (provided the violator should have expected the results of the violation to occur in Switzerland).”</p>
The Netherlands	Cybercrime III	2016	Cybersecurity	<p>This law permits the Dutch police to hack into computers located in foreign jurisdictions in limited circumstances. Ordinarily, the law requires that the police first seek assistance through mutual legal assistance treaties (MLAT). However, if the location of a computer cannot be determined (for instance, because an anonymizer like TOR has been used) and it is therefore unknown as to whether an MLAT exists, the police may hack into the foreign computer for the purposes of gathering evidence.</p>

				<u>Extraterritorial effect</u> : this law permits Dutch law enforcement to perform searches and to install location-tracking malware on computers physically located in a foreign territory by unilaterally applying Dutch criminal procedural rules to foreigners.
Turkey	No. 6698 “Law on Personal Data Protection”	2016	Data Protection	This law is Turkey’s first dedicated privacy and data protection statute, and was modelled after the European Union’s 1995 Data Protection Directive. <u>Extraterritorial effect</u> : this law is not explicitly extraterritorial. However, the law must be read in conjunction with the Criminal Code of Turkey. Article 8 of the Criminal Code states, “Turkish law is applied to the offences that are committed in Turkey. Where the act constituting an offence is ... felt in Turkey, the offence is presumed to have occurred in Turkey.”
United Kingdom	Computer Misuse Act	1990	Cybersecurity	This information security law has been amended numerous times since being adopted. The law permits the prosecution of British nationals for cybercrimes that happen outside of the UK and which do not hurt the UK, where the offence committed is also an offence in the jurisdiction where it took place. <u>Extraterritorial effect</u> : In 2015, the Act’s jurisdiction was amended to become extraterritorial where a cybercrime is committed by a British national.
	Digital Economy Act	2017	Content Regulation	This Act introduces a requirement for websites that distribute pornography to install controls to verify the age of their users. <u>Extraterritorial effect</u> : the age-check requirement is extraterritorial as it applies to any website or other online platform that provides pornography “on a commercial basis” to people in the UK, regardless of where the website itself is based.
	Investigatory Powers Bill	2016	National Security	This legislation consolidates together into one law existing investigatory powers that are available to British law enforcement and security and intelligence agencies which are enshrined in several other regulations. <u>Extraterritorial effect</u> : the bill permits authorized parties to demand or intercept data from foreign-based companies that have, or may have, British users.

	The Gambling (Licencing and Advertising) Act	2014	Gambling	<p>This law changed the way in which gambling was regulated in the UK from a point-of-supply to a point-of-consumption basis. Section 1(2) of the Act says it is applicable where equipment is located within the UK, or where “no such equipment is situated in Great Britain but the facilities are used there.” This means that remote gambling operators now require a licence from the British government if their gambling facilities are used in Britain, even if no equipment is located here.</p> <p><u>Extraterritorial effect</u>: a license attracts a remote gaming duty of 15% on all profits generated from British citizens, no matter where in the world the operator is situated or from where the customer accesses the facility.</p>
Latin America and the Caribbean				
Country	Statue Name	Year of Adoption	Category	Description of Extraterritorial Effect
Brazil	Law 12,737 “Dieckmann law”	2013	Cybersecurity	<p>This law, named after a celebrity who fell victim to cybercrime, aims to tackle Brazilian nationals who are committing cybercrimes both inside and, expressly, outside of Brazilian jurisdiction.</p> <p><u>Extraterritorial effect</u>: any Brazilian citizen, regardless of where in the world they are, can be charged under this law if they engage in phishing, unlawfully extracting credit card numbers, extortion, or other fraudulent activities.</p>
	Law 12,965 “Marco Civil da Internet”	2014	Civil Rights Framework	<p>This law sets forth that access to the Internet is a requisite to the exercise of civic rights in Brazil, and imposes a number of obligations on service providers in order to guarantee the rights of Brazilians online.</p> <p><u>Extraterritorial effect</u>: the law applies to Internet businesses that have at least one Brazilian user, regardless of whether or not they have Brazilian servers or a local office. Failure to comply with the law can result in fines of up to ten percent of revenue originating from Brazil.</p>
	Law 13,709 “General Data Privacy Law”	2018	Data Protection	<p>This statute, modelled after the European Union’s General Data Protection Regulation, creates a new legal framework for the collection and processing of personal information in Brazil in both the public and private sectors.</p>

				<p><u>Extraterritorial effect</u>: this statute applies to any processing: (1) "carried out in the national territory (e.g., in Brazil); (2) associated with the offering of goods or services in the national territory or involving the personal data of individuals located in the national territory; or (3) of personal data collected in the national territory." Processing activities conducted wholly outside of Brazil, but which impact Brazilian citizens, would therefore fall within this provision.</p>
Colombia	Law 1581 "Provisions for the Protection of Personal Data"	2012	Data Protection	<p>This statute sets forward a legal framework for the management of personal and sensitive information. <u>Extraterritorial effect</u>: the law itself does not define its scope. However, in a 2016 circular, the Colombian data protection authority issued interpretation guidance on the law. According to an analysis by Privacy International, its scope should be seen as extraterritorial. They note, "the processing of personal data is carried out in Colombian territory not only when the data collector is domiciled in Colombia, but also when, in order to undertake the collection, use, circulation or storage of the personal data, it uses "means" that are located in the Colombian territory."</p>
Mexico	Law Regulating Financial Technology Institutions	2018	Fintech	<p>This law regulates (1) crowdfunding platforms that connect entrepreneurs with investors, and (2) e-money companies which deliver electronic payment services through cryptocurrencies. Such firms must now obtain a license to operate.</p> <p><u>Extraterritorial effect</u>: foreign businesses with no presence in Mexico are not required to obtain a license from the Central Bank of Mexico, however they must notify any Mexican consumers that their activities are not supervised by the Mexican authorities. Furthermore, foreign providers of these services are still obliged to comply with Mexican anti-money laundering requirements, including reviewing customer names against a Ministry of Finance blacklist.</p>
	Federal Law for the Protection of Personal Data Held by	2011	Data Protection	<p>This statute regulates the collection, processing, publication, and sharing of personal information by data controllers, granting privacy rights to individuals which are not waivable under any covenant or agreement between parties.</p>



	Private Parties			<u>Extraterritorial effect</u> : while the 2011 law itself does not specify a scope, its accompanying regulations published in 2013 and 2014 are clear that the law is intended to have an extraterritorial effect. The regulations note that the law is applicable to any entity not established under Mexican law that is executing a contract under Mexican law; for instance, with a data subject who is resident in Mexico.
Peru	Law 29,733 "Law on the Protection of Personal Data"	2011	Data Protection	This law offers a framework intended to ensure that the fundamental right to privacy is afforded to Peruvian citizens. <u>Extraterritorial effect</u> : the law applies to all personal information processing activities that are conducted on Peruvian territory, even when conducted by entities located abroad. As the definition of data "processing" is very broad, it would apply, theoretically, to any website or database containing the data of a Peruvian citizen that can be accessed from within Peru.
Venezuela	Special Law Against Computer Crimes	2001	Intellectual Property	This statute criminalizes five categories of offences, including the unauthorized dissemination of copyrighted material, the use of the Internet to access child abuse imagery, and the use of computer systems to steal records or commit espionage. <u>Extraterritorial effect</u> : Article 3 of the law states, "Extraterritoriality. When any of the offences provided in this Law are committed outside the territory of the Republic, the perpetrator will only be subject to its provisions if the offence has an effect within the territory of the Republic and the person responsible has not been judged for said offence, or has evaded prosecution or conviction by foreign courts."
<b>North America</b>				
Country	Statute Name	Year of Adoption	Category	Description of Extraterritorial Effect
Canada	Canadian Anti-Spam Law	2014	Advertising	This law regulates the distribution of unsolicited electronic communications. <u>Extraterritorial effect</u> : the law's broad, extraterritorial reach "applies where a computer

				system located in Canada is used to send or access an electronic message.”
	Personal Information Protection and Electronic Documents Act	2000	Privacy	This law governs how private sector organisations may collect, use, and disclose personal information in the course of their business. <u>Extraterritorial effect:</u> there can be no cross-border movement of personal data belonging to Canadian residents unless the target country has enacted legislation establishing substantially equivalent data protection norms.
United States of America	Allow States and Victims to Fight Online Sex Trafficking Act and Stop Enabling Sex Traffickers Act	2018	National Security, Freedom of Expression	These bills make intermediaries liable for “knowingly assisting, supporting, or facilitating a sex trafficking violation,” and are the first-ever federal legal precedents that permit the government to go after and prosecute websites for content that their users post. <u>Extraterritorial effect:</u> the laws apply to US citizens who engage in human trafficking, even if they do so in jurisdictions where this practice is not banned or use non-American platforms outside of the US in order to engage in this crime.
	California Consumer Privacy Act	2018	Privacy	This state privacy bill codifies privacy and consumer protections into law, and introduces new penalties for the misuse of personal data. <u>Extraterritorial effect:</u> this bill has potential extra-territorial application; subject to certain thresholds, it applies to businesses, no matter where in the world they are located, that collect information from California residents.
	Clarifying Lawful Overseas Use of Data (CLOUD) Act	2018	Data Localisation, National Security	This law empowers federal US law enforcement agencies to compel US-based technology companies via warrant or subpoena to provide requested data stored on their servers, regardless of whether the data is stored in the US or on foreign soil. <u>Extraterritorial effect:</u> in Section 3(1), the law states that it applies to any data held by an American “provider of electronic communication service[s] or remote computing service[s] ... within or outside of the United States.”
	Digital Millennium Copyright Act	1998	Intellectual Property	This law introduced penalties for copyright infringement on the Internet, and criminalises the production and dissemination of technology, devices, or services intended to circumvent

				<p>measures that control lawful access to copyrighted works.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the law's extraterritorial reach has been the subject of much litigation and even more debate, but it is generally accepted now that it has a binding extraterritorial reach on American companies operating abroad whose foreign subsidiaries violate its clauses.</p>
Middle East and Adjoining Countries				
Country	Statue Name	Year of Adoption	Category	Description of Extraterritorial Effect
Egypt	Anti-Cyber and Information Technology Crimes Law	2018	Cybersecurity	<p>This law introduces criminal penalties for cybercriminal activities such as circulating disinformation or using the Internet for purposes which "violate public morals." Article 7 of the law grants the competent authority in charge of investigating cybercrime the right to shut down websites that spread 'fake news' against the Egyptian state or threaten "national security."</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> the law authorizes the competent authority to shut down (not block) foreign websites, though it is unclear how this would happen in practice.</p>
Oman	Royal Decree No 12/2011 Issuing the Cyber Crime Law	2011	Cybersecurity	<p>This legislation introduces into the Omani Penal Code criminal offences for the unauthorized access to a computer system, and interference with a computer system or data, among others.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> Chapter 1 Article 2 states it shall apply "even if committed wholly or partially out of the Sultanate whenever damage to its interests is ensued, or if the criminal result is ascertained within its territories or being intended to be ascertained therein even though not yet ascertained."</p>
United Arab Emirates	Federal Law on Combatting Cybercrimes	2012	Cybersecurity	<p>This law criminalises the use of the Internet to commit a wide range of offences, punishable by a fine and/or imprisonment. The key offences include: defamation; publishing "illegal content"; hacking and phishing; money laundering, credit card fraud, identity theft; inciting criminal and terrorist acts; and threatening state security.</p> <p><u>Extraterritorial effect:</u> Article 47 of the law states that it has extraterritorial application, however it</p>

---

still remains to be seen how the authorities will enforce the law outside of UAE jurisdiction.

<sup>19</sup> <https://www.internetsociety.org/resources/doc/2017/internet-infrastructure-security-guidelines-for-africa/>